

1. TEXTES APPLICABLES AUX ETBALISSEMENTS DE CREDIT (EC)

TYPE	TEXTES
LOI	1. Loi n° 2020-011 du 1 ^{er} septembre 2020 sur la loi bancaire (en attente publication au JO)
	2. Loi n° 2020-005 du 1 ^{er} septembre 2020 sur les assurances (en attente publication au JO)
	3. Loi n° 2017-045 régissant l'activité et le contrôle des Bureaux d'Informations sur le Crédit
	4. Loi n° 2017-018 régissant le Système Intégré d'Information de Banky Foiben'i Madagasikara
	5. Loi n° 2018-043 du 13 février 2019 sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme
	6. Loi n° 2006-008 du 2 août 2006 portant Code des changes
	7. Loi n° 2004-052 du 28 janvier 2005 sur le crédit-bail
	8. Loi n° 2003-041 du 3 septembre 2004 sur les sûretés
	9. Loi n° 2014-024 du 5 novembre 2014 sur les transactions électroniques
	10. Loi n° 2014-025 du 5 novembre 2014 sur la signature électronique
	11. Loi n° 2014-038 du 9 janvier 2015 sur la protection des données à caractère personnel
	12. Loi n° 2003-036 du 30 janvier 2004 sur les sociétés commerciales
DECRET	13. Décret n° 2007- 013 du 9 janvier 2007 portant fixation du capital minimum
INSTRUCTION	14. Instruction n° 002/97-CSBF du 02 juin 1997 relative à l'agrément
	15. Instruction n° 003/97-CSBF du 02 juin 1997 relative aux modifications des éléments de l'agrément
	16. Instruction n° 005/2000 du 27 octobre 2000 relative à l'exercice d'activités non bancaires
	17. Instruction n° 001/2014- CSBF du 17 mars 2014 relative à l'actionnariat d'une banque territoriale
	18. Instruction n° 001/00-CSBF du 1er février 2000 relative aux fonds propres disponibles
	19. Instruction n° 001/2006-CSBF du 13 octobre 2006 relative à la solvabilité

TYPE	TEXTES
	20. Instruction n° 001/2007-CSBF du 11 mai 2007 sur la position de change
	21. Instruction n° 001-CR/08 du 28 avril 2008 relative aux conditions des banques
	22. Instruction n° 003/00-CSBF du 24 mai 2000 relative aux engagements des EC en faveur de leurs actionnaires ou associés administrateurs et dirigeants, de leur personnel et de leurs commissaires aux comptes
	23. Instruction n° 004/00-CSBF du 27 octobre 2000 relative aux prises de participation
	24. Instruction n° 005/00-CSBF du 27 octobre 2000 relative à l'exercice d'activités non bancaires
	25. Instruction n° 002/2006-CSBF du 13 octobre 2006 relative aux règles de provisionnement des risques
	26. Instruction n° 006/00-CSBF du 10 novembre 2000 sur le contrôle interne
	27. Instruction n° 001-DDI/2016 du 24 novembre 2016 sur la Centrale des Risques
	28. Instruction n° 001/05-CSBF du 1er juin 2005 sur le Plan comptable des EC
	29. Instruction n° 002/05-CSBF du 1er juin 2005 et Circulaire n° 001/05-CSBF du 18 août 2005 sur les conditions d'arrêté périodique et annuel, de publicité des documents comptables
	30. Instruction n° 006/2007-CSBF du 3 août 2007 sur la prévention et lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme
DECRET	31. Décret n° 2009-048 du 12 janvier 2009 fixant les modalités d'application de la loi n° 2006-008 du 2 août 2006 portant Code des changes
CIRCULAIRE	32. Circulaire n°002/99-CSBF du 23 novembre 1999 sur les astreintes

2. TEXTES SPECIFIQUES AUX INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

TYPE	TEXTES
LOI	1. Loi n° 2017-026 du 08 février 2018 sur la Microfinance
	2. Loi n° 99-004 du 21 avril 1999 relative aux coopératives
ARRETE	3. Arrêté n° 9777/2019 portant conditions d'exercice et de contrôle des opérations de microfinance visées à l'article 2.3 de la loi n° 2017-026 sur la microfinance
INSTRUCTION	4. Instruction n°001/2019 relative à l'agrément des IMF
	5. Instruction n°002/2019 relative aux créances en souffrance des Institutions de Microfinance
	6. Instruction n°003/2019 relative aux ratios prudentiels et indicateurs de gestion des IMF

3. TEXTES APPLICABLES AUX ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE (EME)

TYPE	TEXTES
LOI	1. Loi n° 2016-056 du 2 février 2017 sur la monnaie électronique et les EME
	2. Loi n°2018-043 du 13 février 2019 sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme
	3. Loi n° 2014-024 du 5 novembre 2014 sur les transactions électroniques
	4. Loi n° 2014-025 du 5 novembre 2014 sur la signature électronique
	5. Loi n° 2014-038 du 9 janvier 2015 sur la protection des données à caractère personnel
DECRET	6. Décret n° 2017-851 du 26 septembre 2017 portant application de la loi n° 2016-056 du 2 février 2017 sur la monnaie électronique et les EME
INSTRUCTION	7. Instruction n° 002/2017-CSBF du 29 septembre 2017 relative à l'agrément des EME
	8. Instruction n° 003/2017-CSBF du 29 septembre 2017 relative au compte global des EME
	9. Instruction n° 001/2018-CSBF du 12 avril 2018 relative à l'exercice des activités de monnaie électronique par les EC
	10. Instruction n° 002/2018-CSBF du 12 avril 2018 relative aux agents de distribution de monnaie électronique
	11. Instruction n°003/2018-CSBF du 12 avril 2018 relative à la gouvernance et au contrôle des EME
	12. Instruction n°001/2020-CSBF du 19 mai 2020 relative aux mesures exceptionnelles de vigilance sur la connaissance de la clientèle lors de l'ouverture d'un compte spécial de monnaie électronique
ARRETE	13. Arrêté n° 16658/2018 du 20 juin 2018 fixant les frais de dossier d'agrément des EME
CIRCULAIRE	14. Circulaire n° 002/2018 du 9 novembre 2018 fixant les modalités pratiques de surveillance du compte global et de l'émission de monnaie électronique

4. TEXTES APPLICABLES AUX ENTREPRISES D'ASSURANCE

TYPE	TEXTES
LOI	1. Loi n° 2020-005 du 1 ^{er} septembre 2020 sur les assurances (en attente publication au JO)
DECRET	2. Décret n° 2001-1120 du 28 décembre 2001 relatif au contrôle de l'état et le cadre institutionnel du secteur des assurances
	3. Décret n° 2001-1121 du 28 décembre 2001 relatif aux régimes juridique et financier des entreprises d'assurance
	4. Décret n° 62-667 du 27 décembre 1962 fixant la composition et les attributions du comité consultatif des assurances
	5. Décret n° 63-031 du 16 janvier 1963 portant application de l'ordonnance n° 60-162 du 3 octobre 1960 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur
	6. Décret n° 2005-088 du 15 février 2005 relatif aux agents généraux, courtiers et autres intermédiaires d'assurances
ARRETE	7. Arrête n°16280/2004-MEFB/SG/DGT/DOF/ASS fixant les modalités d'application du Décret n°2000/986 du 20 décembre 2000 relatif aux opérations d'assurances
	8. Arrête n° 12 591/06- MEFB/SG/DGT/DOF/ASS du 24 juillet 2006 portant application du décret n° 2005-088 du 15 février 2005 relatif aux agents généraux, courtiers et autres intermédiaire d'assurance
	9. Arrête n° 289-ECO/ASS du 20 janvier 1963 relatif aux obligations incombant aux collectivités publiques, entreprises ou organismes bénéficiaires d'une dérogation à l'obligation d'assurance édictée par l'ordonnance du 3 octobre 1960
	10. Arrête n°1769-ECO/ASS du 2 juillet 1964 relatif à l'agrément des représentants légaux des organismes d'assurance
	11. Arrêté n° 9620/04 précisant la définition et les modalités d'application de la catégorie 23 de la branche vie et capitalisation prévue au Décret 2001-1120 du 28 décembre 2001
	12. Arrêté n° 12 591/06-MEFB/SG/DGT/DOF/ASS du 24 juillet 2006 portant application du Décret n° 2005-088 du 15 février 2005 relatif aux agents généraux, courtiers et autres intermédiaire d'assurance
	13. Arrêté n° 16280/2004 du 27 août 2004 fixant les modalités d'application du Décret n°2000/986 du 20 décembre 2000 relatif aux opérations d'assurances

5. TEXTES APPLICABLES AUX BUREAUX DE CHANGE

TYPE	TEXTES
ARRETE	1. Arrêté n° 2973/95 du 13 juin 1995 relatif à l'ouverture de bureaux de change
	2. Arrêté n° 5951/96 du 16 novembre 1996 portant modification de l'arrêté n° 2973/95 du 13 juin 1995 relatif à l'ouverture de bureaux de change